

<u>Objet</u> demande d'ouverture de débit de boissons Morcenx-la-Nouvelle, le 09 septembre 2025

ARRETE DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code des Collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et L.2212-2 alinéas 1, 2 et 3

Vu le code des débits de boissons et les mesures de lutte contre l'alcoolisme et notamment ses articles L.1er, L.48 et L.49

Considérant la demande formulée par les associations « landes aquarelles » de MORCENX LA NOUVELLE d'installer un débit de boissons temporaire lors de la biennale 202, salle du Maroc, Centre Jean Jaurès (salle Scognamiglio) et salle de la Péna à MORCENX LA NOUVELLE du vendredi 26 septembre 2025 au dimanche 05 octobre 2025 de 08 h 00 à 22 h 00 et du samedi 04 octobre 2025 au dimanche 05 octobre 2025 de 18 h 00 à 02 h 00 à la salle de la Péna.

ARRETE

<u>Art 1</u>: L' association « landes aquarelles » est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire lors de la biennale 2025 du vendredi 26 septembre 2025 au dimanche 05 octobre 2025 de 08 heures à 22 heures salle du Maroc, Centre Jean Jaurès (salle Scognamiglio) et salle de la Péna à 40110 MORCENX LA NOUVELLEet du samedi 04 octobre 2025 au dimanche 05 octobre 2025 de 18 h 00 à 02 h 00 salle de la Péna

<u>Art 2</u>: Les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans les groupes 1 et 3 définis par l'article 1er du Code des débits de boissons

<u>Art 3</u>: Les infractions au présent arrêté seront poursuivies conformément à la loi et aux règlements en vigueur.

<u>Art 4</u> : Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie et Messieurs les Policiers Municipaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Le Maire,

Paul CARRERE

<u>Copie</u>: Gendarmerie, Affichage, Chrono, Garde-champêtre. Services Techniques, Association

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de PAU compétent dans les 2 mois à compter de sa notification. Il peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr.